



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

tensions sur les matières premières et le prix du gaz

Question au Gouvernement n° 4330

Texte de la question

TENSIONS SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES ET LE PRIX DU GAZ

M. le président. La parole est à M. Antoine Herth.

M. Antoine Herth. Ma question concerne la situation de l'économie et l'évolution du prix de l'énergie. Grâce aux mesures du Gouvernement et aux dispositions votées par la majorité du Parlement, notre économie a été protégée pendant la crise du covid. Grâce au plan de relance, elle connaît aujourd'hui un rebond extraordinaire. Cependant – et notre groupe Agir ensemble vous a souvent alerté –, ce rebond s'accompagne également de tensions sur les matières premières – le bois, les matériaux de construction ou encore, tout récemment, le blé dur, qui augmente le prix des pâtes – ; tensions également sur les transports où les conteneurs ont fortement augmenté ; tensions enfin sur le marché du travail.

Mais ce qui inquiète nos concitoyens dans l'immédiat, c'est l'annonce faite par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) d'une augmentation de 12,6 % du prix du gaz, qui s'ajoute à d'autres augmentations, soit une hausse de près de 50 % depuis le début de l'année.

Le Gouvernement a annoncé une augmentation de 100 euros du chèque énergie. C'est, à mes yeux, une bonne mesure, qui permet de conforter les efforts qui sont faits par ailleurs sur le plan de la fiscalité pour soutenir le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Cette mesure est-elle cependant un solde pour tout compte ? Si l'hiver est rigoureux, peut-être faudra-t-il remettre le sujet sur la table et prendre des mesures complémentaires.

Enfin, la vraie question de fond est de savoir comment concilier la relance de l'économie et les objectifs de la transition écologique, qui, s'ils doivent apporter une réponse à la thermosensibilité du parc immobilier français, ne le feront qu'à long terme, alors que c'est à court terme qu'il nous faut nous préoccuper du quotidien des Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Agir ens.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée.

Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée. Votre question porte sur la manière d'accompagner tous les Français dans l'accélération de la transition écologique. Nous sommes d'ores et déjà et serons, dans les années qui viennent, confrontés à une augmentation du prix des énergies, sachant que la sortie des énergies fossiles est au cœur même de la transition écologique ; c'est tous le sens des efforts que fait le Gouvernement pour décarboner notre mix électrique et pour soutenir les énergies renouvelables.

Dans les transports, les efforts du Gouvernement portent sur le développement des transports collectifs et quotidiens et sur le passage à des mobilités décarbonées et à des mobilités douces.

Dans le bâtiment, j'insiste sur la prochaine réglementation environnementale des bâtiments, la RE2020 qui sera l'une des plus ambitieuses d'Europe. Elle permettra d'abaisser considérablement le bilan carbone de nos constructions nouvelles, à la fois dans le processus de construction et dans la consommation.

Enfin, nous souhaitons accompagner les Français dans la modification de leurs habitudes de vie, en matière notamment de rénovation, avec MaPrimeRénov' mais également avec le prêt avance rénovation, contenu dans la loi climat-énergie, qui permettra de boucler plus facilement les dossiers de financement de travaux.

Nous devons aller encore plus loin, vers des rénovations de plus en plus globales et de plus en plus complètes, qui améliorent à la fois le confort de vie et le bilan carbone.

En attendant, nous faisons jouer la solidarité nationale, avec le chèque énergie et les 100 euros supplémentaires que nous allons verser à 5,8 millions de ménages, d'ici à la fin de l'année. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Données clés

Auteur : [M. Antoine Herth](#)

Circonscription : Bas-Rhin (5^e circonscription) - Agir ensemble

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4330

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Logement

Ministère attributaire : Logement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 septembre 2021](#)